

Les droits linguistiques constitutionnels et le partage des compétences



Programme d'appui aux droits
linguistiques (PADL)

M^e Guylaine Loranger
Conseillère juridique

Les droits linguistiques constitutionnels

Leurs particularités :

- Interprétation en fonction de l'objet;
- Principe d'égalité identitaire (vs l'équité procédurale);
- Droit positif (omission d'agir = violation des droits);
- Droit hybride (droit individuel et droit collectif);
- Aspect de l'intérêt public (enjeux nationaux).

Les droits linguistiques constitutionnels

Pourquoi parler de partage des compétences ?

La langue est « accessoire » aux compétences du Parlement et des législatures (articles 91 à 101 de la *Loi constitutionnelle de 1867*).

Chaque gouvernement peut adopter des lois dans le champ de ses compétences incluant des dispositions sur l'usage des langues à condition de respecter les obligations prévues dans la Constitution canadienne.

Les droits linguistiques constitutionnels

Pourquoi parler de partage des compétences ?

L'éducation une compétence provinciale

Article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*

Le pouvoir de dépenser et la partie VII de la Loi sur les langues officielles

Les droits linguistiques constitutionnels

Les obligations prévues dans la Constitution canadienne en matière judiciaire...

L'article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867* et l'article 19 de la *Charte canadienne des droits et libertés* précisent que

Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans **toutes les affaires** dont sont saisis les tribunaux **établis par le Parlement** et dans tous les actes de procédure qui en découlent.

Les droits linguistiques constitutionnels

Les obligations prévues en matière judiciaire...

La partie III de la *Loi sur les langues officielles du Canada* précise que les tribunaux fédéraux doivent s'assurer que

- Le témoin peut être entendu dans la langue officielle de son choix sans subir de préjudice
- L'interprétation simultanée soit donnée sur demande d'une partie
- Celui qui entend l'affaire comprend la langue choisie sans interprète

Les droits linguistiques constitutionnels

L'intersection des droits en matière judiciaire et en matière de services et communications...

- ✚ Les droits en matières judiciaire sont liés aux activités dans le cadre d'un procès
- ✚ L'émission d'un billet de contravention, est-ce une activité dans le cadre d'un procès ?

Les droits linguistiques constitutionnels

L'intersection des droits en matière judiciaire et en matière de services et communications...

✚ Si ce n'est pas un droit en matière judiciaire, c'est un droit en matière de services et communications

(article 20 de la Charte)

✚ Affaire Paulin

✚ Affaire Doucet

✚ Affaire Losier

Les droits linguistiques constitutionnels

L'intersection des droits en matière judiciaire et en matière de services et communications...**Offre active et ayants droit**

Communications et services - Offre active est prévue à la partie IV de la LLO

Judiciaire – Offre active prévue dans le Code criminel

« L'offre active est une politique linguistique proactive selon laquelle les institutions ont l'obligation de veiller à ce que le public sache que les services sont offerts dans l'une ou l'autre langue officielle. »

Les droits linguistiques constitutionnels

L'intersection des droits en matière judiciaire et en matière de services et communications... Offre active et ayants droit

Communications et services – ayants droits définis par le Règlement sur les langues officielles

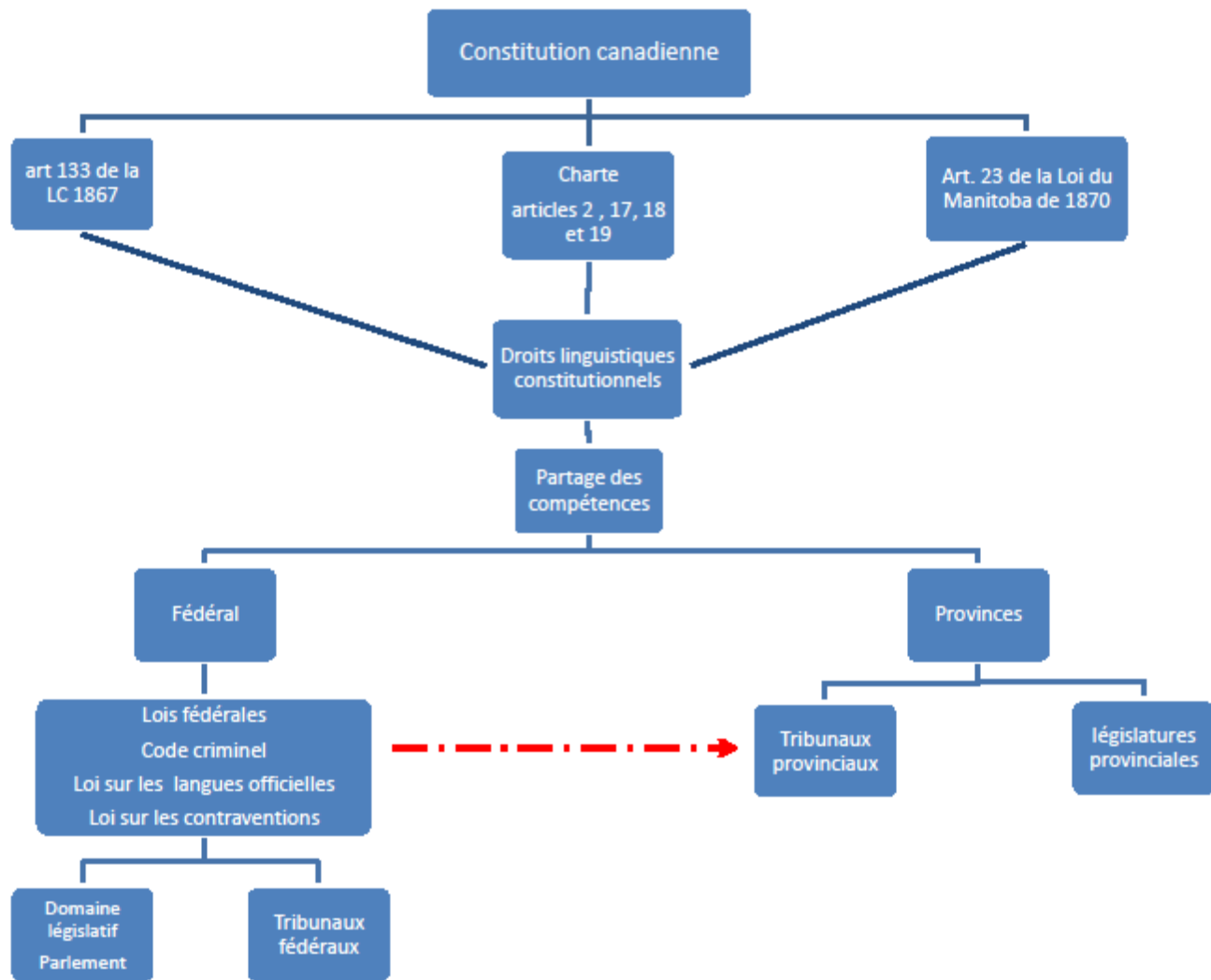
- ✚ Affaire Paulin
- ✚ Affaire Doucet
- ✚ Affaire Losier

Judiciaire – ayants droit – « **Chacun** a droit... »

- ✚ Affaire Beaulac

Les droits linguistiques constitutionnels

- ✚ Administration de la justice est une compétence provinciale (confirmation récente de la Cour suprême)
- ✚ Mais lorsque la province administre une loi fédérale...
- ✚ Loi sur les contraventions
- ✚ Code criminel - Affaire Beaulac
- ✚ Affaire Paulin



Les droits linguistiques constitutionnels

Leurs particularités :

- Interprétation en fonction de l'objet;
- Principe d'égalité identitaire (vs l'équité procédurale);
- Droit positif (omission d'agir = violation des droits);
- Droit hybride (droit individuel et droit collectif);
- Aspect de l'intérêt public (enjeux nationaux).

Questions ?

www.padi-lrsp.uottawa.ca



The screenshot shows the homepage of the PADL-LRSP website. The header is dark red with a green maple leaf logo on the left. The main navigation bar includes 'Accueil', 'Liens', and a search bar labeled 'RECHERCHE...'. Below the header, there are three main sections: 'QUI SOMMES-NOUS ?' with a question mark icon, 'DÉCLIC SUR VOS DROITS' with a colorful 'R' icon, and 'FAIRE UNE DEMANDE' with a document icon. Each section has a brief description and a 'Pour en savoir plus >>' link. At the bottom, there are three more sections: 'CALENDRIER' with a calendar icon, 'PUBLICATIONS ET SALLE DE MÉDIA' with a camera and laptop icon, and 'PROFESSIONNEL(LE)S' with a briefcase icon.

**PROGRAMME D'APPUI
AUX DROITS LINGUISTIQUES**

Les droits linguistiques constitutionnels :
Connaissez-les. Servez vous-en.

Accueil Liens

RECHERCHE...

English

QUI SOMMES-NOUS ?

Tout ce que vous devez savoir sur le Programme d'appui aux droits linguistiques

Pour en savoir plus >>

DÉCLIC SUR VOS DROITS

Le Carrefour d'information sur les droits linguistiques constitutionnels.

Pour en savoir plus >>

FAIRE UNE DEMANDE

Le PADL offre du financement pour 3 types de demandes. Découvrez lesquels...

Pour en savoir plus >>

CALENDRIER

PUBLICATIONS ET SALLE DE MÉDIA

PROFESSIONNEL(LE)S